

L'agrément est à tout moment l'appréciation la meilleure possible dans l'état des connaissances donné. A cet effet, il est mis en révision quand cela s'avère nécessaire.

Après délivrance de la décision de l'agrément, une procédure dénommée « agrément suivi » peut être instituée comportant le contrôle de la conformité de la fabrication avec les conditions de l'agrément pendant une durée de validité de celui-ci. Le marquage des produits soumis à l'agrément suivi peut être imposé.

Art. 5. Le Ministre qui a les Travaux publics dans ses attributions, ou son délégué, délivre la décision d'agrément.

Art. 6. Les décisions d'agrément qui ont été délivrées en application de l'arrêté ministériel du 18 juillet 1970 relatif à l'agrément technique conservent, jusqu'à expiration de leur validité, valeur d'agrément délivré conformément au présent arrêté.

Toute mesure prise en vertu de l'arrêté ministériel du 18 juillet 1970 relatif à l'organisation de l'agrément technique reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures d'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er août 1985.

Art. 8. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 9 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi ;
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

F. 85 — 1553

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1977
relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services

RAPPORT AU ROI

Sire,

Ce projet d'arrêté royal tend à modifier et à compléter les articles 15 et 25 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, en ce qui concerne d'une part l'obligation pour les soumissionnaires d'indiquer le numéro de compte auquel les paiements doivent être effectués et, d'autre part, le contrôle des prix apparemment anormaux recueillis dans les soumissions.

L'article 17 bis de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, introduit par l'article 24 de la loi-programme du 2 juillet 1981, imposait aux soumissionnaires de faire connaître dans leur offre le numéro de leur compte à l'Office des chèques postaux auquel les paiements devaient être effectués. Cette disposition tendait à réglementer plus strictement une matière réglée jusqu'alors par l'article 15, § 1er, 2° de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services. L'article 17 bis de la loi, contrairement à l'article 15, § 1er, 2° de l'arrêté royal, ne faisait pas de distinction entre soumissionnaires belges et soumissionnaires étrangers, tous étant soumis à la même obligation de communication de leur numéro à l'Office des chèques postaux.

Cette disposition de l'article 15 précité a dès lors été implicitement abrogée, vu sa non-conformité à une norme juridique nouvelle d'un rang supérieur.

L'article 17 bis de la loi du 14 juillet 1976 ayant été lui-même abrogé par l'article unique de la loi du 12 avril 1983, il s'indique de prévoir une nouvelle disposition réglementaire à insérer dans l'article 15, § 1er, 2° de l'arrêté royal du 22 avril 1977. Tel est l'objet du présent projet.

2

De goedkeuring is steeds, in de gegeven staat van de kennis, de best mogelijke beoordeling. Hiertoe wordt zij indien nodig herzien.

Na aflevering van de goedkeuringsbeslissing kan een procedure genoemd « doorlopende goedkeuring » ingesteld worden inhoudende een controle van de overeenstemming van de fabricage met de voorwaarden van de goedkeuring tijdens de geldigheidsduur van deze. Het merken van produkten onderworpen aan de goedkeuring kan opgelegd worden.

Art. 5. De Minister die de Openbare Werken in zijn bevoegdheid heeft, of zijn afgevaardigde, levert de goedkeuringsbeslissing af.

Art. 6. De goedkeuringsbeslissingen afgeleverd krachtens het ministerieel besluit van 18 juli 1970 tot inrichting van de technische goedkeuring behouden, tot het einde van hun geldigheid, de waarde van een goedkeuring afgeleverd volgens dit besluit.

De maatregelen getroffen in uitvoering van het ministerieel besluit van 18 juli 1970 tot inrichting van de technische goedkeuring blijven van toepassing tot aan de inwerkingtreding van de uitvoeringsmaatregelen van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1985.

Art. 8. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 9 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege ;
De Eerste Minister,
W. MARTENS

N. 85 — 1553

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit ontwerp van koninklijk besluit beoogt een wijziging en een aanvulling van de artikelen 15 en 25 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, enerzijds in verband met de verplichting voor de inschrijvers om het nummer te vermelden waarop de betalingen moeten worden gestort en anderzijds in verband met de controle op de prijzen die in de inschrijvingen voorkomen en die blijkbaar abnormaal zijn.

Artikel 17 bis van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten werd ingevoerd bij artikel 24 van de programmawet van 2 juli 1981 en verplichtte de inschrijvers ertoe in hun offerte het nummer te vermelden van hun rekening bij het Bestuur der Postcheek waarop de betalingen moesten worden gestort. Met die bepaling werd beoogd een strengere reglementering in te voeren voor een aangelegenheid die tot dan toe was geregeld bij artikel 15, § 1, 2° van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. In tegenstelling tot artikel 15, § 1, 2° van het koninklijk besluit, wordt in artikel 17 bis van de wet geen onderscheid gemaakt tussen Belgische en buitenlandse inschrijvers ; de verplichting tot mededeling van hun rekening-nummer bij het Bestuur der Postcheeks geldt voor alle inschrijvers.

Die bepaling uit voormeld artikel 15 werd dan ook impliciet opgeheven vermits zij niet conform was met een nieuwe en hogere rechtsnorm.

Aangezien artikel 17 bis van de wet van 14 juli 1976 op zijn beurt is opgeheven bij het enig artikel van de wet van 12 april 1983, is het wenselijk dat een nieuwe reglementaire bepaling wordt ingevoegd in artikel 15, § 1, 2° van het koninklijk besluit van 22 april 1977. Dit is de opzet van het ontwerp.

Celui-ci permet désormais à tout soumissionnaire, quelle que soit sa nationalité, d'indiquer dans sa soumission un numéro de compte ouvert auprès de l'Office des chèques postaux ou d'un autre établissement financier. Pour la Belgique, il s'agit notamment des établissements financiers visés à l'article 1er de l'arrêté royal n° 56 du 10 novembre 1967 favorisant l'usage de la monnaie scripturale.

Le projet prévoit en outre que si le montant n'excède pas 100 000 francs, ces indications peuvent être remplacées par une demande de paiement par assignation postale. Cette mesure tend à intégrer dans une disposition réglementaire le cas des petits artisans et fournisseurs occasionnels. Celui-ci était jusqu'à présent réglé par l'article 15, § 7 du cahier général des charges, solution insatisfaisante dans la mesure où le cahier général des charges ne s'applique normalement pas aux marchés plus modestes susceptibles d'intéresser le plus cette catégorie de soumissionnaires. Une adaptation devrait être apportée en conséquence dans le cahier général des charges. Le projet se réfère en outre à un montant de 100 000 francs qui, par souci d'uniformité, est identique à celui en-dessous duquel les marchés de gré à gré peuvent être constatés sur simple facture acceptée.

Par ailleurs, il apparaît à l'expérience que la disposition actuelle de l'article 25 précité devrait être plus et mieux appliquée, afin de céder les prix anormaux et de combattre cette pratique. En effet, soumissionner en remettant des prix économiquement injustifiables s'avère néfaste tant pour les entreprises que pour les administrations contractant à ces conditions. Le phénomène de la remise des prix anormalement bas se révélant préoccupant, il est nécessaire de compléter le texte de l'article 25 en prévoyant l'obligation d'un contrôle par l'administration non seulement des prix unitaires ou globaux mais également du montant de la soumission.

Le nouvel article 25 tel qu'en projet s'articule désormais en trois paragraphes.

— Le premier paragraphe reprend sans modification le texte de l'article 25, alinéa premier actuellement en vigueur.

— Il en va de même pour le second paragraphe, à l'égard de l'article 25, alinéa deux actuel. Cependant, le texte est adapté afin de préciser qu'en présence de prix unitaires ou globaux apparemment anormalement bas ou élevés, l'administration doit inviter le soumissionnaire à fournir les justifications nécessaires. Cette adaptation formelle du texte fait ainsi mieux apparaître qu'il s'agit là non d'une faculté laissée à l'administration de demander des justifications, mais bien d'une obligation dans son chef.

— Le paragraphe trois contient une nouvelle disposition qui impose désormais la vérification par l'administration de l'éventuel caractère anormalement bas du montant de la soumission, pour les marchés de travaux passés selon la procédure de l'adjudication. Cette disposition n'est cependant applicable que pour autant que le montant considéré s'écarte de quinze % en moins par rapport à la moyenne des montants des soumissions déposées, telle qu'elle est calculée conformément aux modalités prévues aux points a et b de ce paragraphe.

Cette disposition mérite un commentaire. Tout d'abord, il y a lieu de souligner que ce texte n'exclut pas la mise en œuvre du paragraphe deux pour le contrôle de prix unitaires ou globaux. Aucun de ces deux textes ne crée une présomption d'anormalité du prix, ce qui ne serait d'ailleurs pas admis au niveau de la réglementation européenne. Ils imposent uniquement à l'administration l'obligation de demander des justifications en présence d'un prix unitaire, global ou d'un montant de soumission pouvant revêtir un caractère anormal.

Le paragraphe trois présente cependant des particularités. Son champ d'application est limité aux marchés de travaux passés par adjudication publique ou restreinte. C'est en effet dans le domaine des travaux que le phénomène des prix anormaux, en l'occurrence des montants de soumission anormalement bas, est le plus aigu. De plus, la procédure de l'adjudication est la seule procédure où le calcul d'un montant moyen peut se révéler significatif, le prix y étant le seul critère d'attribution.

La solution consistant à définir un montant moyen et un seuil de déclenchement de la procédure de demande de justification du montant de soumission se veut essentiellement pragmatique. Le montant moyen dont question se calcule en tenant compte des offres déposées, indépendamment du fait de savoir si celles-ci sont ou non régulières. Cet élément de régularité se révèle en effet normalement peu significatif au plan de la pure détermination mathématique d'un montant moyen de soumission.

Volgens het ontwerp mag iedere inschrijver, ongeacht zijn nationaliteit, voortaan in zijn inschrijving een nummer vermelden van een rekening geopend bij het Bestuur der Postchecks of bij een andere financiële instelling. In België gaat het ondermeer over deze financiële instellingen bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr 56 van 10 november 1967 tot bevordering van het gebruik van giraal geld.

Daarenboven bepaalt het ontwerp dat die vermeldingen mogen worden vervangen door een aanvraag tot betaling per postassignatie, indien het bedrag 100 000 frank niet overschrijft. Die maatregel scheidt de mogelijkheid de betalingswijze voor kleine ambachtsslieden en gelegenheidsleveranciers onder te brengen in een reglementaire bepaling. Tot nu toe was deze betalingswijze geregeld bij artikel 15, § 7 van de algemene aannemingsvoorwaarden maar deze oplossing bleek niet afdoende aangezien de algemene aannemingsvoorwaarden normaal niet van toepassing zijn op de kleinere opdrachten, die vooral voor die categorie van inschrijvers interessant zijn. De algemene aannemingsvoorwaarden dienen dienovereenkomstig te worden aangepast. Ook is in het ontwerp sprake van een bedrag van 100 000 frank dat, ter wille van de uniformiteit, gelijk is aan het bedrag waaronder onderhandse opdrachten gewoon met een aangenomen factuur worden gegund.

Daarenboven heeft de ondervinding aangetoond dat de huidige bepaling in voornoemd artikel 25 meer en beter moet worden toegepast teneinde abnormale prijzen aan het licht te brengen en dergelijke praktijk te bestrijden. Het indienen van inschrijvingen waarvan de prijzen economische niet verantwoord zijn heeft immers een zeer nadelige invloed zowel op de aannemingen als voor de besturen die onder die voorwaarden overeenkomsten sluiten. Aangezien het indienen van abnormaal lage prijzen een reëel probleem scheidt, moet de tekst van artikel 25 worden aangevuld met een verplichting voor het bestuur om niet alleen de eenheidsprijzen of de globale prijzen maar eveneens het inschrijvingsbedrag te controleren.

Het in het ontwerp vastgelegde nieuwe artikel bestaat voortaan uit drie paragrafen.

— De eerste paragraaf bevat de ongewijzigde tekst van artikel 25, eerste lid zoals het thans van kracht is.

— De tekst van het huidig artikel 25, tweede lid, wordt overgenomen in de tweede paragraaf maar bevat een aanpassing in die zin dat het bestuur de inschrijver moet verzoeken de nodige verantwoordingen te verstrekken wanneer de eenheidsprijzen of de globale prijzen blijkbaar abnormaal laag of hoog zijn. Dank zij deze aanpassing naar de vorm blijkt duidelijker dat het bestuur niet vrij is maar wel degelijk verplicht om verantwoordingen te vragen.

— Paragraaf drie bevat een nieuwe bepaling volgens welke het bestuur voortaan verplicht is om voor opdrachten van werken die volgens een aanbesteding worden gegund, na te gaan of het bedrag van de inschrijving eventueel abnormaal laag is. Die bepaling is alleen van toepassing wanneer het bedrag vijftien % onder het gemiddelde van de bedragen der ingediende inschrijvingen ligt; dit gemiddelde wordt berekend volgens de modaliteiten vastgelegd in de punten a en b van de paragraaf.

Deze bepaling behoeft een commentaar. In de eerste plaats moet worden opgemerkt dat deze tekst niet uitsluit dat paragraaf twee wordt toegepast voor de controle van eenheidsprijzen of van globale prijzen. In geen van beide teksten is sprake van een vermoeden dat de prijs abnormaal is hetgeen overigens niet zou toegelaten worden op het vlak van de Europese reglementering. Het bestuur wordt er alleen toe verplicht verantwoordingen te vragen wanneer de kans bestaat dat een eenheidsprijs, een globale prijs of een inschrijvingsbedrag abnormaal is.

Paragraaf drie is daarentegen van bijzondere aard en geldt alleen voor de opdrachten van werken die via een openbare of beperkte aanbesteding werden gegund. Het probleem van de abnormale lage inschrijvingsbedragen doet zich immers het meest gevoelen op het gebied van de opdrachten van werken. Daarenboven heeft de berekening van een gemiddeld bedrag alleen bij een aanbesteding een reële betekenis vermits in deze procedure de prijs als enig toewijzingscriterium geldt.

Het vastleggen van een gemiddeld bedrag en van een drempel voor het verzoek om verantwoording van het bedrag van de inschrijving is vooral pragmatisch bedoeld. Bij de berekening van het gemiddelde bedrag wordt rekening gehouden met de ingediende offertes, ongeacht of zij al dan niet regelmatig zijn. De regelmatigheid van een offerte speelt immers normaal geen grote rol voor het louter mathematisch berekenen van een gemiddeld inschrijvingsbedrag.

Quant aux justifications possibles, elles doivent être fondées, préciser le projet, sur une spécificité particulière à la soumission ou au marché considéré.

La spécificité particulière à la soumission se rapporte à la situation propre du soumissionnaire. Celui-ci peut en effet disposer de moyens particuliers, comme par exemple la présence d'un appareil de levage à proximité des travaux projetés ou la proximité d'un terri-til dans le cas d'un marché d'exécution de remblais. La justification fournie pourra également être fondée sur l'existence d'une différence de coût social mais seulement dans la mesure où elle résulte de l'application de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ayant une répercussion sur le prix de revient du marché ou de l'offre considérée. Le projet n'a en effet pas pour but de favoriser une concurrence déloyale de firmes ne respectant pas les obligations sociales qui leur sont imposées.

Cette spécificité peut également se trouver dans le fait que l'entreprise est à même d'assumer son financement et supporte dès lors des charges financières moins élevées.

Il en ira de même d'une différence en matière de productivité ou d'organisation de l'entreprise, ayant une répercussion sur le prix de revient du marché ou de la soumission considérée ou, encore, d'une différence en matière fiscale résultant de l'application de la loi ou de règlements ayant une répercussion sur le montant du marché ou de la soumission considérée.

Quant à la spécificité particulière au marché considéré, elle peut être cernée en faisant référence à l'hypothèse d'un contrat-cadre, d'un marché répétitif ou de reconduction. De même, en cas de variante, elle pourrait se situer dans une conception particulière ou une ingéniosité d'exécution de travaux par le soumissionnaire.

Dès lors, dans le cas d'un contrôle du caractère normal ou anormal des prix, il paraît opportun de préciser comment ces différents paragraphes s'articulent dans leur application.

L'administration vérifie d'abord les soumissions sur base du début du paragraphe premier, en vue notamment de relever les irrégularités substantielles pouvant apparaître à ce stade, les dispositions non conformes à la section 2 de l'arrêté ou les réserves exprimées.

Les prix constituant des éléments susceptibles de ne pas concorder avec la réalité, le contrôle porte ensuite sur l'anormalité éventuelle, vers le haut ou vers le bas, des prix unitaires ou globaux contenus dans les soumissions, et ce en vertu du paragraphe deux.

Toutefois, si les conditions d'application du paragraphe trois sont rencontrées — l'administration étant en présence d'un marché de travaux passé par adjudication, quatre soumissions au moins ayant été déposées et le montant de la soumission considérée s'écartant de quinze % en moins par rapport à la moyenne des montants des soumissions déposées — l'administration est désormais obligée de demander simultanément la justification de ce montant. Dans ce cas, le contrôle sur base des paragraphes deux et trois s'effectue simultanément.

Si, à la suite de ce contrôle, il apparaît que tel prix unitaire ou global est retenu comme anormal, l'administration peut, en vertu du paragraphe premier, considérer la soumission comme irrégulière et partant comme nulle et non avenue. Il s'agit là d'une faculté, une possibilité d'appréciation étant ménagée à l'administration afin d'éviter par exemple, qu'elle doive automatiquement écarter une soumission relative à un marché important qui contiendrait un prix unitaire d'une incidence mineure mais estimé anormal.

Par contre, s'il apparaît que le montant de la soumission ne peut être justifié sur un ou plusieurs éléments propres à la soumission, au soumissionnaire ou au marché considéré, et qu'il doit donc être retenu comme anormal en vertu du paragraphe trois, l'administration a l'obligation, et non pas la faculté, de considérer cette soumission comme irrégulière et partant comme nulle et non avenue.

Le projet précise enfin que l'administration doit informer le soumissionnaire du prix qui, après examen des justifications, est considéré comme anormal.

Quant à l'article 3, il apporte une adaptation formelle à l'article 42 car le § 3 du présent article 25 se rapporte uniquement à la procédure d'adjudication.

Het ontwerp stipuleert dat de eventuele verantwoordigen gegrond moeten zijn op een particuliere eigenheid van de inschrijving of van de betrokken opdracht.

De particuliere eigenheid van de inschrijving houdt verband met de omstandigheden die zich aan de inschrijver voordoen. De inschrijver kan namelijk over specifieke middelen beschikken zoals bijvoorbeeld een hijstoestel in de onmiddellijke nabijheid van de uit te voeren werken of de aanwezigheid van een terriil wanneer het een opdracht voor aanarding betreft. Voor de verantwoording mag de inschrijver zich eveneens beroepen op een verschil in sociale kosten maar alleen voor zover het verschil het gevolg is van een toepassing van wettelijke, reglementaire of contractueel bedongen bepalingen die een weerslag hebben op de kostprijs van de opdracht of van de betrokken offerte. Het ontwerp beoogt immers niet firma's die hun sociale verplichtingen niet nakomen, een kans te geven op oneerlijke concurrentie.

De eigenheid kan ook steunen op het feit dat het bedrijf voor zijn financiering kan instaan en dat het bijgevolg minder zware financiële lasten moet dragen.

Hetzelfde geldt voor een verschil in productiviteit of in organisatie van het bedrijf met een weerslag op de kostprijs van de opdracht of van de betrokken inschrijving of nog voor een verschil op fiscaal gebied als gevolg van de toepassing van de wet of van reglementen met een weerslag op het bedrag van de opdracht of van de betrokken inschrijving.

De betekenis van de particuliere eigenheid van de betrokken opdracht wordt geïllustreerd in gevallen waarbij het gaat om een raamcontract of een opdracht voor werken die herhaald of verlengd worden. Indien het een varianta betreft kan die eigenheid schuilen in een bijzondere conceptie of in een ingenieuze aanpak van de werken door de inschrijver.

Het is wenselijk dat wordt verduidelijkt hoe de onderscheiden paragrafen worden toegepast voor de controle die moet aantonen of de prijzen normaal of abnormaal zijn.

Het bestuur controleert de inschrijvingen eerst op basis van het begin van paragraaf 1 ten einde na te gaan of er voor dit stadium geen substantiële onregelmatigheden zijn, of er bepalingen zijn die niet stroken met afdeling 2 van het besluit en of er geen voorbehoud wordt gemaakt.

Indien de prijzen blijkbaar niet stroken met de werkelijkheid, wordt vervolgens nagegaan, op grond van paragraaf twee, of de eenheidsprijzen of de globale prijzen in de inschrijvingen eventueel te hoog of te laag liggen.

Wanneer het om een opdracht voor aanneming van werken gaat die via een aanbesteding wordt gegund, en minstens vier inschrijvingen zijn ingediend en het bedrag van de betrokken inschrijving vijftien % onder het gemiddelde van de bedragen der ingediende inschrijvingen ligt zodat paragraaf drie van toepassing is, heeft het bestuur voortaan de verplichting tegelijkertijd een verantwoording voor dit bedrag te vragen. In dat geval wordt gecontroleerd op basis van paragraaf twee en drie samen.

Indien na deze controle blijkt dat een eenheidsprijs of een globale prijs als abnormaal wordt beschouwd, kan het bestuur, op grond van de eerste paragraaf, de inschrijving als onregelmatig en niet-bestaande aanzien. Het gaat hier om een mogelijkheid en het bestuur heeft de vrijheid om zich een oordeel te vormen zodat het bijvoorbeeld niet automatisch hoeft te besluiten tot de uitsluiting van een inschrijving voor een belangrijke opdracht waarin een eenheidsprijs voorkomt die op zichzelf minder belangrijk is maar die als abnormaal wordt beschouwd.

Indien echter blijkt dat het bedrag van de inschrijving niet kan worden verantwoord op grond van een of meer gegevens die eigen zijn aan de inschrijving, aan de inschrijver of aan de betrokken opdracht en derhalve als abnormaal moet worden beschouwd overeenkomstig paragraaf drie, geldt voor het bestuur, dat dan geen andere mogelijkheid heeft, de verplichting om de inschrijving als onregelmatig en niet-bestaande te beschouwen.

Het ontwerp bepaalt ten slotte dat het bestuur de inschrijver op de hoogte moet brengen van de prijs die via het onderzoek van de verantwoordigen als abnormaal wordt beschouwd.

Artikel 3 bevat een aanpassing naar de vorm van artikel 42 want § 3 van het artikel 25 heeft uitsluitend op de aanbesteding betrekking.

Il a été tenu compte de toutes les remarques du Conseil d'Etat. En ce qui concerne la remarque au sujet du § 2 de l'arrêté, je me réfère au contenu de ma circulaire du 13 octobre 1981 (*Moniteur belge*, 23 octobre 1981) en matière de prix anormaux.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 15 juillet 1985, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services », a donné le 17 juillet 1985 l'avis suivant :

Examen du texte

Préambule

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 du préambule :

« Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 15, modifié par les arrêtés royaux du 28 mai 1979, du 20 août 1981 et du 30 mars 1983, et les articles 25 et 42; »

Article 1er

Au 2° en projet, il est proposé d'écrire :

« 2° ... si le montant n'excède pas 100 000 francs, le soumissionnaire peut demander le paiement par assignation postale ».

Article 2

La phrase liminaire de l'article doit être rédigée de la manière suivante :

« L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 25. § 1er ... ».

Paragraphe 2 de l'article 25 en projet.

Le nouveau texte ne supprime pas la difficulté que suscite le texte actuel. Il a, en effet, été soutenu que, dans la lettre qu'elle adressait au soumissionnaire, l'administration devait spécifier si elle considérait le prix comme étant anormalement élevé ou si elle le considérait comme étant anormalement bas. Selon une autre interprétation, il suffirait que, dans sa lettre, l'administration demande au soumissionnaire de justifier ses prix (1).

Paragraphe 3 de l'article 25 en projet.

Le mot « toutefois », qui introduit l'alinéa 2, donne à croire que cet alinéa déroge à l'alinéa 1er, alors qu'il l'explicite. Ce mot devrait être remplacé par les mots : « La moyenne visée à l'alinéa 1er se calcule de la manière suivante : ».

La rédaction suivante est proposée pour le a) et le b) :

a) lorsque le nombre des soumissions est égal ou supérieur à sept en excluant à la fois la soumission la plus basse et, parmi les plus élevées, un nombre de soumissions représentant le quart de l'ensemble des soumissions. Si ce nombre ... (la suite comme au projet);

b) lorsque le nombre des soumissions est inférieur à sept, en excluant la soumission la plus basse et la soumission la plus élevée. »

Dans la première phrase de l'alinéa 3, les mots « en cause » doivent être supprimés.

(1) Voyez les arrêts du Conseil d'Etat, n° 20475, du 27 juin 1980; n° 23890, du 18 janvier 1984; n° 25002, du 11 janvier 1985; n° 25287, du 3 mai 1985, et n° 25332, du 15 mai 1985.

Er werd rekening gehouden met alle opmerkingen van de Raad van State. Wat haar bemerking betreft bij § 2 van het besluit wordt verwezen naar de inhoud van mijn omzendbrief van 13 oktober 1981 (*Belgisch Staatsblad*, 23 oktober 1981) betreffende de abnormale prijzen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaar,
De Eerste Minister,
W. MARTENS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 15e juli 1985 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten », heeft de 17e juli 1985 het volgend advies gegeven :

Onderzoek van de tekst

Aanhef

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het tweede lid van de aanhef :

« Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 15, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 20 augustus 1981 en 30 maart 1983, en op de artikelen 25 en 42; ».

Artikel 1

Voorgesteld wordt in het ontwerp 2° te schrijven :

« 2° ... Indien het bedrag 100 000 frank niet overschrijdt, mag de inschrijver betaling per postassignatie vragen ».

Artikel 2

De inleidende volzin van het artikel moet als volgt geredigeerd worden :

« Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 25. § 1. ... ».

De ontwerp paragraaf 2 van artikel 25.

De nieuwe tekst neemt de moeilijkheid welke de huidige tekst doet rijzen, niet weg. Er is immers staande gehouden dat het bestuur in de brief die het aan de inschrijver zond, diende te specificeren of het de prijs abnormaal hoog dan wel abnormaal laag achtte. Volgens een andere interpretatie zou het voldoende zijn dat het bestuur in zijn brief de inschrijver gewoon om verantwoording van zijn prijzen vraagt (1).

De ontwerp paragraaf 3 van artikel 25.

Het woord « evenwel », dat het tweede lid inleidt, wekt de indruk dat dit lid afwijkt van het eerste lid, terwijl het dat alleen maar nader uitlegt. Dat woord zou derhalve moeten worden vervangen door de woorden : « Het in het eerste lid bedoelde gemiddelde wordt berekend als volgt : ».

De volgende redactie wordt voorgesteld voor a) en b) :

a) wanneer het aantal inschrijvingen gelijk is aan of hoger ligt dan zeven : door tegelijk de laagste inschrijving en een aantal van de hoogste inschrijvingen tot een beliep van een vierde van alle inschrijvingen, uit te sluiten. Indien dat getal ... (voorts zoals in het ontwerp);

b) wanneer het aantal inschrijvingen lager is dan zeven : door de laagste en de hoogste inschrijving uit te sluiten. »

In de eerste volzin van het derde lid moet het woord « betrokken » geschrapt worden.

(1) Zie de arresten van de Raad van State, nr. 20475, van 27 juni 1980; nr. 23890, van 18 januari 1984; nr. 25002, van 11 januari 1985; nr. 25287, van 3 mei 1985, en nr. 25332, van 15 mei 1985.

La rédaction suivante est proposée pour la deuxième phrase du même alinéa : « Ces justifications ne peuvent être fondées que sur un ou plusieurs éléments propres à la soumission ou au marché ».

Il ressort du rapport au Roi que ce que l'auteur du projet entend par « spécificité particulière à la soumission » peut se rapporter à un élément propre à l'entreprise elle-même. Les mots « au soumissionnaire » pourraient, dès lors, être insérés, dans le texte proposé ci-avant, entre les mots « à la soumission » et les mots « ou au marché ».

Selon la troisième phrase de l'alinéa 3, l'administration doit considérer comme irrégulière la soumission dont le montant est de quinze pour cent inférieur à la moyenne des montants des soumissions déposées, lorsqu'elle n'admet pas les justifications du soumissionnaire.

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat, section de législation, n'a pas pu examiner si cette disposition est entièrement compatible avec l'article 29, § 5, de la directive 71/305 du 26 juillet 1971 du Conseil des Communautés européennes (J.O.C.E., 16 août 1971, n° L. 185/5 à 185/15).

Article 3

Le texte serait rédigé plus clairement comme suit :

« Article 3. L'article 42, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. L'établissement des offres et leur dépôt doivent se faire conformément aux articles 14 à 24, à l'article 25, §§ 1 et 2, et aux articles 26 et 27. »

Article 4

L'article laisse en blanc la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Selon le fonctionnaire délégué, cette date serait celle du 1er octobre 1985.

La Chambre était composée de :

MM. :

J. Ligot, président de chambre;
P. Fincoeur, C. Closset, conseillers d'Etat;
Mme R. Deroy, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. M. Grommen, premier auditeur.

Le greffier,
R. Deroy.

Le président,
J. Ligot.

19 AOÛT 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifiée par les lois des 4 août 1978, 2 juillet 1981 et 12 avril 1983;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 15, modifié par les arrêtés royaux du 28 mai 1979, du 20 août 1981 et du 30 mars 1983, et les articles 25 et 42;

Vu l'avis de la Commission des marchés publics;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 15, § 1er, 2° de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le numéro et le libellé du compte du soumissionnaire ouvert auprès de l'Office des chèques postaux ou d'un autre établissement financier. Si le montant n'exécède pas 100 000 francs, le soumissionnaire peut demander le paiement par assignation postale. »

Voor de tweede volzin van hetzelfde lid wordt de volgende redactie voorgesteld : « Die verantwoordingen mogen enkel steunen op een of meer gegevens die eigen zijn aan de inschrijving of aan de opdracht ».

Uit het verslag aan de Koning kan opgemaakt worden dat hetgeen de ontwerper verstaat onder « particuliere eigenheid van de inschrijving » mede kan slaan op een gegeven dat eigen is aan de onderneming zelf. Derhalve zouden in de hierboven voorgestelde tekst, de woorden « aan de inschrijver » ingevoegd kunnen worden tussen de woorden « aan de inschrijving » en de woorden « of aan de opdracht ».

De derde volzin van het derde lid bepaalt dat het bestuur de inschrijving waarvan de prijs vijftien per cent onder het gemiddelde van de prijzen van de ingediende inschrijvingen ligt, als onregelmatig moet beschouwen, wanneer het de verantwoording van de inschrijver niet aanvaardt.

In het korte tijdsbestek waarover hij beschikte, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, niet kunnen nagaan of die bepaling wel geheel bestaanbaar is met artikel 29, § 5, van de richtlijn 71/305 van 26 juli 1971 van de Raad van de Europese Gemeenschappen (P.B.E.G., 16 augustus 1971, nr. L. 185/5 tot 185/15).

Artikel 3

De tekst kan duidelijker gesteld worden als volgt :

* Artikel 3. Artikel 42, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De offertes worden opgemaakt en ingediend overeenkomstig de artikelen 14 tot 24, 25, paragrafen 1 en 2, en 26 en 27. »

Artikel 4

Het artikel laat de datum van de inwerkingtreding van het ontwerp-besluit open. Volgens de gemachtigde ambtenaar zou dit datum 1 oktober 1985 zijn.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J. Ligot, kamervoorzitter;
P. Fincoeur, C. Closset, staatsraden;
Mevr. R. Deroy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. Tapie, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Grommen, eerste auditeur.

De griffier,
R. Deroy.

De voorzitter,
J. Ligot.

19 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1976, betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1978, 2 juli 1981 en 12 april 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 15, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 20 augustus 1981 en 30 maart 1983, en op de artikelen 25 en 42;

Gelet op het advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 15, § 1, 2° van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten wordt vervangen door de volgende bepaling :

* 2° nummer en benaming van de rekening van de inschrijver bij het Bestuur der postchecks of bij een andere financiële instelling. Indien het bedrag 100 000 frank niet overschrijdt, mag de inschrijver betaling per postassignatie vragen. *

Art. 2. L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. Sans préjudice de la nullité de toute soumission dont les dispositions dérogeraient aux prescriptions essentielles du cahier des charges, telles celles énumérées à l'article 14, alinéa 2, l'administration peut considérer comme irrégulières et partant comme nulles et non avenues, les soumissions qui ne sont pas conformes aux dispositions de la présente section 2, qui expriment des réserves ou dont les éléments ne concordent pas avec la réalité.

§ 2. Toutefois, avant d'écarter éventuellement une soumission, notamment par référence à l'article 20, § 5, en raison du caractère apparemment anormalement élevé ou anormalement bas des prix unitaires ou globaux qu'elle contient, l'Administration doit inviter le soumissionnaire en cause, par lettre recommandée, à fournir dans un délai de douze jours de calendrier, les justifications nécessaires. L'Administration informe l'intéressé des prix qui, après examen de ces justifications, sont considérés comme anormaux.

§ 3. En outre, dans le cas d'adjudications de travaux et pour autant qu'au moins quatre offres aient été déposées, toute soumission dont le montant s'écarte de quinze % en moins par rapport à la moyenne des montants des soumissions déposées, régulières ou non, est considérée comme une soumission exigeant la vérification par l'Administration de l'éventuelle anomalie de ce montant.

La moyenne visée à l'alinéa 1er se calcule de la manière suivante :

a) lorsque le nombre des soumissions est égal ou supérieur à sept, en excluant à la fois la soumission la plus basse et, parmi les plus élevées, un nombre de soumissions représentant le quart de l'ensemble des soumissions. Si ce nombre n'est pas divisible par quatre, le quart de celui-ci est arrondi à l'unité supérieure;

b) lorsque le nombre des soumissions est inférieur à sept, en excluant la soumission la plus basse et la soumission la plus élevée.

Néanmoins, avant d'écarter éventuellement une soumission en raison du caractère apparemment anormalement bas de son montant, l'Administration doit inviter le soumissionnaire, par lettre recommandée, à fournir dans un délai de douze jours de calendrier les justifications nécessaires. Ces justifications ne peuvent être fondées que sur un ou plusieurs éléments propres à la soumission, au soumissionnaire ou au marché. Si, après examen de ces justifications, le montant de la soumission est retenu comme anormal, l'administration doit, par dérogation au § 1er, considérer la soumission comme irrégulière et partant comme nulle et non-avenue. Elle en informe l'intéressé. »

Art. 3. L'article 42, § 1er de ce même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. L'établissement des offres et leur dépôt doivent se faire conformément aux articles 14 à 24, à l'article 25, §§ 1er et 2, et aux articles 26 et 27. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1985.

Art. 5. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 19 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

W. MARTENS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 85 — 1554

18 JUIN 1985. — Loi abrogeant
les articles 372bis et 377, troisième alinéa, du Code pénal.
Erratum

Au *Moniteur belge* n° 152 du 8 août 1985, p. 11457, la version française de l'intitulé de la loi précitée doit être lue comme suit : « Loi abrogeant les articles 372bis et 377 de la loi précitée, troisième alinéa, du Code pénal ».

Art. 2. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Onverminderd de nietigheid van elke inschrijving wegens afwijking van de essentiële besteksbepalingen zoals die van artikel 14, tweede lid, kan het bestuur inschrijvingen als onregelmatig en derhalve als niet bestaande beschouwen, indien zij niet overeenstemmen met de bepalingen van afdeling 2, enig voorbehoud inhouden, of bestanddelen bevatten die niet met de werkelijkheid overeenstemmen.

§ 2. Vooraler het bestuur evenwel een inschrijving afwijst inzonderheid met verwijzing naar artikel 20, § 5, wegens haar blijkbaar abnormaal hoge of abnormaal lage eenheidsprijzen of totale prijzen, moet het de betrokken inschrijver per aangetekende brief verzoeken hierover, binnen een termijn van 12 kalenderdagen, Na onderzoek van de gegeven uitleg laat het bestuur de betrokken inschrijver weten welke prijzen nog als abnormaal worden beschouwd.

§ 3. Wanneer het daarenboven gaat om aanbestedingen voor werken waarvoor minstens vier inschrijvingen werden ingediend, wordt iedere inschrijving waarvan het bedrag vijftien % onder het gemiddelde van de bedragen der ingediende inschrijvingen ligt, ongeacht of zij regelmatig zijn of niet, aangezien als een inschrijving waarvoor het bestuur moet nagaan of het bedrag ervan eventueel abnormaal is.

Het in de eerste lid bedoelde gemiddelde wordt berekend als volgt :

a) wanneer het aantal inschrijvingen gelijk is aan of hoger ligt dan zeven : door tegelijk de laagste inschrijving en een aantal van de hoogste inschrijvingen tot een beloop van een vierde van alle inschrijvingen, uit te sluiten. Indien dat getal niet deelbaar is door vier wordt het kwart ervan afgerond naar de hogere eenheid toe;

b) wanneer het aantal inschrijvingen lager is dan zeven : door de laagste en de hoogste inschrijving uit te sluiten.

Nochtans moet het Bestuur, alvorens eventueel een inschrijving af te wijzen wegens het blijkbaar abnormale karakter van de prijs, de inschrijver bij aangetekend schrijven uitnodigen binnen de twaalf kalenderdagen de noodzakelijke verantwoordingen te verstrekken. Die verantwoordigen mogen enkel steunen op een of meer gegevens die eigen zijn aan de inschrijving, de inschrijver of aan de opdracht. Indien na onderzoek van deze verantwoordingen, de prijs van de opdracht als abnormaal beschouwd blijft, moet het bestuur, in afwijking van § 1, de inschrijving als onregelmatig en niet bestaande beschouwen. Het bestuur licht hierover de betrokkene in. »

Art. 3. Het artikel 42, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De offertes worden opgemaakt en ingediend overeenkomstig de artikelen 14 tot 24, 25, paragrafen 1 en 2, en 26 en 27. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1985.

Art. 5. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 19 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,

W. MARTENS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 85 — 1554

18 JUNI 1985. — Wet tot opheffing
van de artikelen 372bis en 377, derde lid, van het Strafwetboek
Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 152 van 8 augustus 1985, blz. 11457, moet de Franse versie van het opschrift van voornoemde wet gelezen worden als volgt : « Loi abrogeant les articles 372bis et 377, troisième alinéa, du Code pénal ».